



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

attentes du monde agricole

Question au Gouvernement n° 1506

Texte de la question

ATTENTES DU MONDE AGRICOLE

M. le président. La parole est à Mme Sophie Auconie.

Mme Sophie Auconie. Monsieur le ministre de l'agriculture et de l'alimentation, entendez dans ma question la désespérance des agriculteurs de nos territoires ! Nos campagnes sont, à leur tour, gagnées par le sentiment de ras-le-bol.

Ras-le-bol des restaurants collectifs qui préfèrent toujours le prix à la qualité, des centrales d'achat dont la machine à plumer le fournisseur est repartie de plus belle, des taxes et redevances, de l'État qui reprend d'une main ce qu'il a donné de l'autre, des contraintes administratives dont le coût en heures de travail n'est jamais chiffré, des retards dans le paiement des aides publiques alors que les trésoreries des fermes sont à sec. Ras-le-bol aussi des accords commerciaux qui transforment notre marché en auberge espagnole, et des attaques médiatiques et des campagnes de dénonciations calomnieuses qui salissent l'image d'une profession sans autre but que de faire le buzz. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UDI-Agir et LT, et sur quelques bancs du groupe LR. – M. André Chassaigne applaudit également.*)

Monsieur le ministre, voilà le cri de colère que les agriculteurs sont venus pousser devant nos permanences. Vous le savez, nos paysans ne sont pas hermétiques au progrès et à l'innovation. Ils savent se remettre en cause. Ils savent changer de méthode de travail pour tirer la qualité vers le haut et s'adapter à un marché où la concurrence est féroce. Ils n'ont pas non plus attendu qu'elle devienne un sujet de colloque pour s'engager dans la transition écologique, ni pour se préoccuper du bien-être de leurs animaux ou pour se diversifier dans la production d'énergies vertes.

Mais lorsque les états généraux de l'alimentation font le constat des enjeux et des problèmes, lorsque le Gouvernement s'engage à apporter les réponses, lorsque le Parlement vote la loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous, dite ÉGALIM, les paysans attendent tout simplement que la parole donnée soit tenue.

Que comptez-vous entreprendre pour que la parole publique ne reste pas lettre morte ? À quand la publication des ordonnances promises pour la fin de l'année au plus tard ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes UDI-Agir et LT, et sur quelques bancs du groupe LR.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

M. Didier Guillaume, ministre de l'agriculture et de l'alimentation. Madame la députée, le constat que vous venez de faire peut être partagé par l'ensemble des parlementaires, sur tous les bancs. Oui, il y en a ras-le-bol

de l'« agri-bashing », ras-le-bol que les agriculteurs soient toujours montrés du doigt, ras-le-bol qu'ils ne puissent pas vivre de leurs revenus, et ras-le-bol des déséquilibres ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes UDI-Agir et LT.*)

C'est la raison pour laquelle, après les états généraux de l'alimentation qui ont eu un grand succès il y a dix-huit mois, une immense majorité de députés a voté la loi ÉGALIM à l'Assemblée nationale pour apporter des réponses. Et il ne s'agit pas de réponses formulées dans des colloques mais de concret. Ce matin, le conseil des ministres a validé les ordonnances qui seront en vigueur, comme le Gouvernement l'avait annoncé et comme le Parlement l'a voté, dès le mois de janvier. (*M. Cyrille Isaac-Sibille applaudit.*)

C'est la première fois qu'il y a des baisses de charges et de fiscalité aussi importantes dans un projet de loi de finances initial. Oui, madame la députée, comme vous, et comme beaucoup d'autres, cette majorité et ce gouvernement aiment l'agriculture, cette majorité et ce gouvernement aiment les agriculteurs ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.*) Nous faisons en sorte qu'ils vivent le mieux possible, mais ils doivent aussi, et nous devons les accompagner, participer à la transition indispensable vers l'agroécologie.

M. Pierre Cordier. Il ne suffit pas de le dire !

Mme Valérie Beauvais. Des actes !

M. Didier Guillaume, ministre. Nous devons tous et toutes participer à la transition de notre agriculture, à la baisse de l'utilisation des pesticides, à la fin du glyphosate.

M. Pierre Cordier. Prouvez-le !

M. Didier Guillaume, ministre. Bref, nous devons faire en sorte que notre agriculture monte en gamme afin que nos paysans vivent le mieux possible, et qu'il n'y ait pas de coupure entre la société et les agriculteurs. Oui, nous devons aujourd'hui réconcilier l'agriculture et la société, et les agriculteurs et les citoyens. C'est un engagement du Gouvernement. C'est ce que nous devons faire tous et toutes. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.*)

Données clés

Auteur : [Mme Sophie Auconie](#)

Circonscription : Indre-et-Loire (3^e circonscription) - UDI, Agir et Indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1506

Rubrique : Agriculture

Ministère interrogé : Agriculture et alimentation

Ministère attributaire : Agriculture et alimentation

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [13 décembre 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [13 décembre 2018](#)